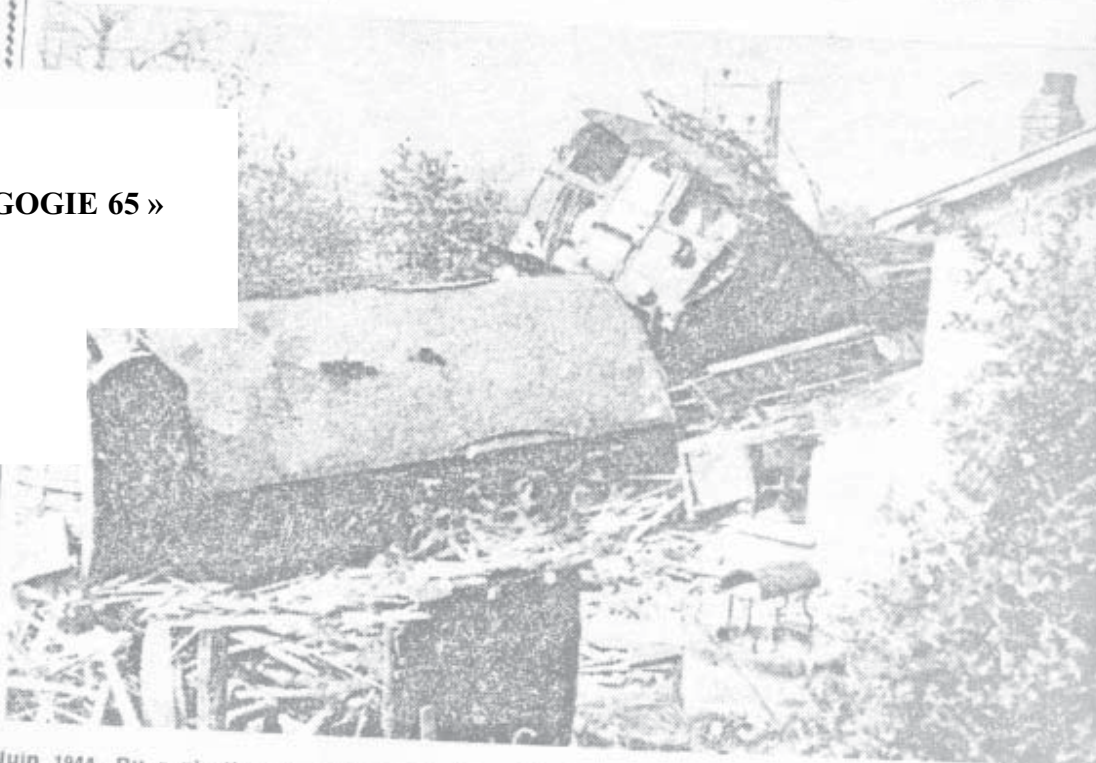


10^e anniversaire d'

LA RÉSISTANCE DES H.-P. 186 SABOTAGES pour bloquer Attaque directe de



Juin 1944. Du « plastic » a fait sauter les rails... Un train transportant du matériel de guerre pour les troupes allemandes a déraillé dans la rampe de Capvern. Des wagons sont éventrés, du matériel inutilisable. La Résistance des Hautes-Pyrénées a porté un grave coup direct à l'occupant

(Photo archives)

La citation à l'ordre de la Nation avec attribution de la Croix de guerre qui a été décernée à la ville de Tarbes, a marqué d'une manière particulièrement saisissante les importants faits des troupes de la Wehrmacht stationnées dans la ville et les contraint à s'enfuir dans la soirée du 19, Tarbes eut l'honneur de déclencher la libération de la ville... dessous lancé par « Bayard » et le « noyau actif » à tous les groupements de la Résistance du département, indiquera très clairement...

DOSSIER PÉDAGOGIQUE PRÉSENTÉ PAR R. VIÉ

LE MEMENTO
DU LENDemain

EST PASSE IL Y
... ÉCONOMIQUES
... le Marché Commun, un
... 12 a de
78 à 80 grs. En général, les
... acheteurs comptant et
... jamais. Dans
97 %, des cas les achats se
font surtout par plaisir.

HOROSCOPE
... le cœur : Cou-
... pour les amities,
... importants qui
... à être mis sur pied
... La maison : No
... pas à la légère
... affaire ou de

EXTRAIT de « PÉDAGOGIE 65 »

N° 15
FEVRIER 1980

- SYNDICAT D'INITIATIVE : 93.36.62.
- POLICE : 17.
- POMPIERS : 93.01.00.
- CENTRE DE SECOURS : 18.
- GENDARMERIE : 93.38.61.
- CENTRE HOSPITALIER : 93.35.77.
- TAXIS : 93.36.54.
- AMBULANCES :
Belbader : 93.34.72
Catherineau : 93.20.07 et 93.20.53.
- GOMEZ : 93.11.04
- SIVET : 93.28.33.
- AEROPORT D'OSSUN : 96.27.44

STATIONNEMENT UNILATERAL

QUELQUES ASPECTS DES HAUTES-PYRÉNÉES
PENDANT LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE.

DOSSIER PÉDAGOGIQUE (1) présenté par R. VIÉ.

L'histoire « très contemporaine » (J-F. SOULET) présente bien des difficultés à l'historien. Celui-ci manque du recul qui permet, seul, d'apprécier l'importance de tel ou tel événement, la loi l'empêche de consulter les archives sauf cas exceptionnel (2), et pourtant il est submergé, et c'est peut-être là, la difficulté essentielle, par une masse de documents de tous ordres, journaux, mémoires, témoignages de toute nature, publications diverses...

De ce fait, le petit dossier que nous présentons aujourd'hui ne constitue pas un chapitre de notre histoire (3), mais simplement la présentation de quelques documents intéressants certains aspects de cette période.

Nous sommes particulièrement conscients que l'histoire de cette époque douloureuse ne saurait se comprendre sans étudier aussi la vie quotidienne des habitants, le service du travail obligatoire, l'économie, la démographie, la presse... Nous espérons pouvoir un jour compléter ce modeste travail. Notre ambition est simplement de rendre service à nos collègues et à leurs élèves, particulièrement à ceux qui, courageusement, s'attachent chaque année à présenter des candidats au concours national de la résistance.

Bien entendu, la majeure partie de la documentation nous a été fournie par les acteurs eux-mêmes et nos remerciements vont particulièrement à M. Maurice BENEZECH, délégué général du comité départemental de la résistance des Hautes-Pyrénées et au docteur SOLLADIÉ, ancien déporté, qui nous a permis d'utiliser son témoignage, ainsi qu'à M. Roland COQUEREL qui a bien voulu relire notre manuscrit.

1 - Nos réflexions ont été considérablement enrichies par les séances de recyclage destinées aux professeurs d'histoire et géographie. Du point de vue méthodologique, les rencontres avec J-F. SOULET (Le monde depuis 1945) et H. SEMPÈRE (Les moyens d'information) nous ont ouvert bien des horizons. C'est aussi le cas de toute la formation continue animée bénévolement par les professeurs de l'université du Mirail et qui de la protohistoire égyptienne à la géographie du monde méditerranéen nous ont beaucoup apporté.

2- La loi 79-18 du 3.1.1979 fixe les délais au delà desquels on peut consulter les documents

- 150 ans pour les documents contenant des renseignements individuels de caractère médical ;
 - 120 ans pour les dossiers de personnel ;
 - 100 ans pour les documents contenant des renseignements individuels ayant trait à la vie personnelle et familiale et relatifs aux affaires portées devant les juridictions ;
 - 60 ans pour les documents mettant en cause la vie privée ou intéressant la sûreté de l'état ou la défense nationale.
- Cela nous amène donc au plus tôt à l'an 2000.

3- On trouvera des synthèses rapides mais présentant de grandes qualités dans

- CRABOT (Ch) ; LONGUÉ (J) . - Passeport pour la Bigorre - Pau : MARRIMPOUEY, 1974.

- Bigorre et Quatre vallées / sous la direction de J-F. SOULET et J-F. LE NAIL . - (ouvrage actuellement en souscription°. Pau Société nouvelle d'éditions régionales et de diffusion, (à paraître dans le courant de l'année 1980)

PRÉSENTATION DES DOCUMENTS.

I – 1. DE LA DÉBACLE AUX CAMPS DE CONCENTRATION.

L'étude de l'univers concentrationnaire nous semble le meilleur moyen pour présenter la dictature hitlérienne. Les images poignantes (4), les témoignages pathétiques dont nous présentons quelques extraits nous paraissent suffisamment évocateurs. Il suffira donc de rappeler que les camps ont été créés en 1933 quand GOEBBELS devint Ministre de la Propagande du 3ème REICH ; ils étaient destinés à « décongestionner les prisons ». De plus, « il s'agit d'exercer une influence directe sur les personnes à qui des meneurs ont tourné la tête, et de leur inculquer à nouveau les principes d'ordre, de discipline et d'obéissance... » Telle était du moins la présentation enthousiaste qu'en faisait le Tägliche Rundschau du 19 avril 1933 (5), image d'une presse muselée au service d'une propagande démesurée. Il s'agissait en fait de se débarrasser de toute opposition à la dictature, ce pourquoi le parti communiste allemand fut mis hors la loi, les dirigeants SA et SS dotés de pouvoirs de police sans limites...

DOCUMENTS IA à 1C.

Les documents sont extraits de l'ouvrage de Christian BERNADAC « Les médecins de l'impossible » - Editions France - Empire Paris 1968 - Synthèse de témoignages de médecins déportés, cet ouvrage peut être recommandé à nos élèves. Le chapitre II a été rédigé essentiellement à partir du témoignage inédit d'un haut pyrénéen déporté, le docteur SOLLADIE, arrêté avec son beau-père le docteur BENT, pour faits de résistance.

Le texte IA permettra peut-être de montrer plus particulièrement que les déportés étaient traités plus mal encore que des animaux puisqu'on leur refusait le minimum nécessaire pour ne pas mourir.

Le deuxième extrait insiste plus particulièrement sur l'univers concentrationnaire, l'état sanitaire des prisonniers..., tandis qu'avec le document I C on pourra faire prendre conscience du petit nombre de rescapés.

Les textes 1D sont extraits de l'ouvrage de Hanna SCHRAMM et Barbara VORMEIER, *Vivre à Gurs, un camp de concentration français* - Maspero 1979.

L'ouvrage comporte 3 parties : au début vient le témoignage d'Hanna SCHRAMM antinazie exilée en France qui vécut à Gurs ; dans la deuxième partie est retracée l'histoire de l'émigration antinazie en France, tandis que le troisième chapitre présente quelques documents sur les camps de concentration

4- Voir, par exemple les panneaux d'exposition du C.D.D.P., véritable exposition itinérante (bibliothèque CDDP).

5- SCHRAMM (Hanna) ; VORMEIER (Barbara), *Vivre à Gurs*. Paris Maspero, 1979.

français. La proximité de ce camp touchera nos élèves et il sera facile, nous semble-t-il, de montrer le caractère répressif et anti-démocratique du gouvernement de Vichy : « Tandis qu'en mars 1940, le total des emprisonnés s'élevait à 18000, en 1942 ils sont 50000, sans compter dans les camps de concentration 30000 internés administratifs : un français sur cinq est privé de sa liberté » (6). Plus grave encore, la collusion avec les Allemands et la persécution raciale (7) du régime de Vichy pourront être observées à partir de l'exemple de Gurs le 22 octobre 1940, 6504 juifs furent expulsés d'Allemagne du Sud et internés à Gurs ; à partir d'août 1942 eurent lieu les premières déportations massives de ces juifs vers le camp d'extermination d'AUSCHWITZ (8). A compter des premiers jours de 1944, les juifs français sont également envoyés vers les chambres à gaz et les fours crématoires, alors que depuis octobre 1940, ils sont soumis à un statut particulier : internement sur décision du préfet, résidence forcée, interdiction d'entrer dans la fonction publique... (9) Jacques LONGUÉ a pu comptabiliser 253 Israélites arrêtés dans notre département et morts en déportation.

DOCUMENT 2A

Recensement des prisonniers, disparus, décédés et rapatriés par canton : il s'agit d'un recensement effectué par le préfet le 24 mars 1942, sans doute à partir de renseignements fournis par les autorités allemandes. Le texte est celui d'un télégramme adressé aux autorités de Vichy.

DOCUMENT 2 B

Cartes des prisonniers, disparus et décédés, par canton. L'agglomération tarbaise (cantons de Tarbes nord et Tarbes sud) est au premier rang avec plus du quart du total, suivie des cantons de Bagnères et de Lourdes. Pourtant, la deuxième carte nous montre qu'en pourcentage de la population de 1936, la montagne vient largement en tête suivie par la région des coteaux, alors que les centres urbains (Tarbes en particulier) figurent au dernier rang. Les facteurs d'explication sont certainement très complexes (on peut penser à l'exode rural touchant surtout les femmes, aux conditions d'incorporations, aux différences de participation à la débâcle...). Toujours est-il qu'avec près de 6000 absents l'économie du département et la vie quotidienne des habitants sont gravement perturbées. Cependant, le pourcentage des prisonniers de guerre (3,1%) est nettement inférieur à la moyenne nationale (autour de 4,3%). L'arrivée massive des réfugiés va contribuer à augmenter les difficultés de tous ordres (10).

6- ARON (Robert) . - Histoire de Vichy . - Paris Fayard, 1973. - (livre de poche ; 1633-1636), Tome II page 37. PAXTON (R.O) - La France de Vichy : 1940-1944. - Paris Le Seuil, 1976. - (Points histoire).

7- BOUARD (Michel de) . - La Répression allemande en France de 1940 à 1944. In **Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale**, numéro spécial, avril 1964.

8- La grande rafle du vélodrome d'hiver eut lieu les 16 et 17 juillet 1942.

9- Le camp de Gurs fut créé pour recevoir des miliciens espagnols. Le colonel DAVERGNE qui le commandait put faire libérer de nombreux internés politiques et beaucoup de détenues purent aussi retrouver la liberté. L'exemple fut suivi plus tard : « ... Des centaines, des milliers de gendarmes français, qui en automne 1942 auraient dû assurer le transport des juifs pour la déportation, mirent leur carrière ou même leur vie en jeu en prévenant les victimes de ce qui les attendait pour qu'ils puissent s'enfuir à temps ». Hanna SCHRAMM, opus cité.

10- Sur les réfugiés voir notre article sur les Immigrés dans les Hautes-Pyrénées « PEDAGOGIE 65 » Nos 1-2 1977. Cf. aussi Bigorre et Quatre Vallées op. cité La Fuite, quatrième partie.

I - 2 LA PRÉSENCE ALLEMANDE.

DOCUMENT 3

Les évènements vus par le comité départemental de la Résistance.

Extrait d'un ouvrage à paraître sur la Résistance dans les Hautes-Pyrénées qui sera précieux pour étudier cette période et rendra de grands services aux enseignants. On pourra insister plus particulièrement sur les 1 800 000 prisonniers de guerre, dont la plupart auraient cherché à s'enfuir s'ils avaient connu le sort qui leur était réservé (11).

DOCUMENT 4A

Lettre d'un habitant de Tostat au préfet des Hautes-Pyrénées (1^{er} mai 1943).

Le document peut sembler anodin mais servira à montrer que les occupants sont les maîtres, ils n'ont pas à s'embarrasser du respect de la propriété privée, un des principes de notre démocratie. Les dommages, s'ils sont réparés, le seront aux frais des contribuables hauts pyrénéens.

DOCUMENT 4B

Lettre du maire d'une commune des Hautes-Pyrénées au préfet du département le 11 juin 1943.

Le maire proteste contre les réquisitions allemandes répétées. On pourra montrer ici aussi combien l'armée d'occupation vit sur le pays car elle recherche des conditions de vie bien meilleures que celles fournies par l'intendance militaire allemande. La réflexion du lieutenant allemand ne doit pas étonner : le séjour dans nos régions peut apparaître comme paradisiaque à des troupes venant des zones de combat ou partant pour le front russe ce qui était, selon des témoins dignes de foi, la grande terreur des soldats de l'armée d'occupation. Les réquisitions ont été accompagnées du pillage systématique de la France : par exemple, en juillet 1943, 8 machines outils seront prélevées à l'Arsenal de Tarbes malgré de nombreuses protestations (12). Le document sera peut-être l'occasion de rappeler que certains maires paieront de leur vie la résistance aux exigences allemandes (13) : tel fut le cas de Maurice Trélut, maire de Tarbes, refusant de signer une déclaration montrant que le bombardement de Tarbes, le 10 juin 1944, n'était pas dû à l'armée allemande (12).

11- PERRET (J). - Le Caporal épinglé, - Paris Gallimard, [196.] . - (Folio ; 222).

12- LASPALLES (Louis) . - Histoire de Tarbes - Pau MARRIMPOUEY, 1974. - Chapitre 15 : la deuxième guerre mondiale.

13- Par exemple une lettre du maire de Caixon du 15 avril 1943 nous apprend que des vols ont eu lieu dans son village où « les Allemands qui se sont établis chez nous depuis 15 jours, prennent les objets dont ils ont besoin sans offrir aucune rémunération ». De plus, ils ont transformé une prairie de fauche en terrain de football. Parfois pourtant, les vols ont été suivis de sanctions pour leurs auteurs et de restitution des objets volés.

DOCUMENT 4C

Le travail obligatoire. Dès 1941, les allemands recrutent des volontaires pour aller travailler dans leur pays (14). Très vite le service du travail deviendra obligatoire (février 1943) et constitue « l'ennemi numéro un des Français de 18 à 50 ans » (H. AMOUROUX). L'Allemagne espérait employer 1 575 000 travailleurs et en a reçu la moitié à peine. Dans notre département, les études de Madame REY (15) semblent montrer qu'avec l'appui de l'administration, la proportion de partants a été au moins aussi faible.

Le départ du 18 mars 1943 par exemple concerne 681 recensés pour l'Allemagne. Seuls 421 ont touché la prime et pris le train spécial. Parmi les 260 qui ne se sont pas présentés, 116 ont une excuse (20 malades, 27 n'ont pas été touchés ou ont manqué le train ! ! !, 35 ont été retenus par leurs employeurs, 19 ont demandé un sursis...), les autres sont réfractaires. Il est bien évident, qu'au fur et à mesure du déroulement de la guerre, le nombre de ceux-ci croît à tel point que le 29 décembre 1943, LAYOUS, délégué départemental de la main-d'œuvre, fut arrêté par la Gestapo et remplacé. La résistance agit aussi dans ce domaine, détruisant l'immeuble qui abritait ce service (16).

Les 2 documents présentés concernent l'organisation TODT chargée de la construction du mur de l'Atlantique. Y étaient affectés les jeunes gens libérés des chantiers de jeunesse, des étrangers... La circulaire du commandant militaire en France permettra de montrer que là encore le recrutement ne fut pas à la hauteur des espérances des autorités d'occupation : ainsi le 26 mars 1943 sur 75 travailleurs étrangers pour l'organisation TODT, 52 seulement sont partis ; le 12 janvier 1944 sur les 42 escomptés il n'y a que 14 partants seulement.

I-3 - LA RÉSISTANCE : LES ACTEURS PARLENT.

DOCUMENT 5

Ce document, *extrait de l'ouvrage à paraître sur la Résistance dans les Hautes-Pyrénées*, permettra de lier les débuts de la Résistance au plan national et au plan local (17).

14- AMOUROUX (H) . - La Vie des Français sous l'occupation . - Paris Fayard, 1971. - (livre de poche ; 3242 - 3243). - Tome II page 21.

15- Les réquisitions de main d'œuvre pour l'Allemagne dans les Hautes Pyrénées. Communication à la réunion des correspondants départementaux du comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale tenue le 16 novembre 1977 à Tarbes. Nous espérons pouvoir un jour publier cette étude.

16- POTTIER (F) . - Le Commando Hispano - Pau : MARRIMPOUEY, 1975.

17- FRENAY (Henri) . La Nuit finira , mémoires de la Résistance 1940-45. Paris, LAFFONT, 1973. (Vécu)
AMOUROUX (Henri) . - Le Peuple réveillé juin 1940 - avril 1942. - Paris, LAFFONT, 1979.

DOCUMENT 6

Nous avons voulu insister plus particulièrement avec ce document sur un fait assez méconnu, **la formation d'un groupe de résistants**. Trois conditions ont joué un rôle primordial dans l'évolution de la Résistance : l'entrée en guerre de l'Allemagne contre l'U.R.S.S., l'établissement du Service du Travail obligatoire (beaucoup de réfractaires recherchés essayant alors de se mettre à l'abri) et l'invasion de la zone Sud portant un coup très dur au « mythe de Vichy ». Les 2 dernières conditions se retrouvent dans les textes de M. BENEZECH à paraître, avec de nombreux compléments, dans l'ouvrage cité sur la Résistance dans le département. On pourra montrer facilement les difficultés d'approvisionnement des maquis en armes, munitions et denrées de première nécessité. La résistance est avant tout un état d'esprit et les « complices » même s'ils ont joué un rôle mineur (renseignements, hébergements, boîtes aux lettres, camouflages d'armes...) sont aussi d'authentiques résistants. Il ne faudra pas pourtant oublier que pour beaucoup de Français le gouvernement de Vichy représentait la légalité, et les résistants, au début au moins, des hors la loi : Ainsi FRENAY, fondateur du mouvement « Combat », n'a jamais pu convaincre sa mère (17).

Les documents permettront aussi de montrer qu'un groupe de résistance peut être très structuré avec des groupes spécialisés et un cloisonnement sévère garant de la survie de l'ensemble.

Le groupe BERNARD participa à l'insurrection de Bagnères le 8 juin 1944 et aux combats qui suivirent, bien que les parachutages d'armes promis n'aient pas eu lieu. Il fut engagé aussi dans les combats pour la libération de la France.

DOCUMENT 7

Parmi les actions à mettre à l'actif des groupes de sabotage, on trouvera **un télégramme de l'intendant auprès du commandant de la zone Sud adressé au préfet des Hautes Pyrénées du 22 mai 1944**. C'est un exemple moins connu que les sabotages de l'Arsenal et d'Hispano à Soues, mais qui permettra cependant de préciser les points essentiels :

- le sabotage permet d'éviter un bombardement par l'aviation alliée, forcément beaucoup plus imprécis et qui risque de provoquer de nombreuses victimes civiles dans les zones urbaines ;
- les saboteurs s'attaquent à du matériel allemand ou à des ateliers travaillant pour l'armée allemande, préservant ainsi autant que possible (cf. document 6) les matériels français ;
- les dégâts étaient réparés aux frais de l'état (?) français, autre preuve de la mainmise des Allemands sur tous les rouages de la vie de notre pays ;
- il y avait liaison avec Londres pour informer du résultat de l'action selon un article de la Nouvelle République (18), il y aurait eu 186 sabotages au total dans le département (destructions de lignes de haute tension, sabotages de voies ferrées et d'usines...).

DOCUMENT 8

Les opérations n'allaient pourtant pas sans risques, d'autant plus qu'il y eut **des dénonciations comme le montre ce document qui nous a été fourni par M. BENEZECH**. Il suffira à montrer que des héros n'ont pas hésité à sacrifier leur vie pour sauver leurs camarades. Tous, heureusement n'ont pas subi ce sort tragique comme en témoigne l'auteur du document 9.

18- XX^{ème} anniversaire de la libération : **La Nouvelle République**, 9 octobre, 1964.

DOCUMENT 9

Ce document présente l'intérêt *de rendre hommage à l'action des femmes dans la résistance* et de porter témoignage sur une autre activité de résistance, *le passage clandestin de la frontière* (19).

On pourra rappeler que les Pyrénées constituent la seule frontière par laquelle on peut arriver en Espagne, étape d'où l'on pourra gagner, après un emprisonnement plus ou moins long, le camp allié. Mlle EYCHENNE a recensé 1724 candidats au passage et 300 seulement ont échoué. Parmi ceux là, des juifs persécutés, des aviateurs alliés, des résistants recherchés, des réfractaires au S.T.O. ... Les « passeurs » existaient dans chaque vallée et Mlle EYCHENNE a retrouvé 273 personnes qui ont aidé aux passages vers l'Espagne dont 90 furent arrêtées. La filière était facile à trouver dans les cafés de Tarbes ; des appelés au S.T.O. recevaient une adresse qui leur permettait d'avoir un contact pour passer en Espagne, signe de la complicité d'une partie de l'administration, tandis qu'à ALGER, en 1944, on disait que le préfet des Hautes-Pyrénées aidait les candidats à s'évader vers l'Espagne.

19- EYCHENNE (Emilienne) . - Les Franchissements clandestins de la frontière espagnole pendant la deuxième guerre mondiale dans les Hautes-Pyrénées . (Publication annoncée aux Editions PRIVAS - Toulouse) . - (Thèse 3ème cycle Toulouse 1978). -

Compte rendu de Jacques LONGUÉ dans la Nouvelle République des Hautes-Pyrénées du 3.1.1979.

20- Une précaution élémentaire s'impose : confronter des témoignages différents, comparer à ceux qui sont publiés.

Ce petit dossier comporte bien des lacunes. Enseigner cette « histoire sans historiens » ou presque est pourtant possible. Dans chaque commune de notre département des enquêtes fructueuses peuvent être élaborées en questionnant les témoins (20) qui ont vécu cette période si différente de la nôtre, et par cela même d'un grand intérêt pour nos élèves. Bien souvent aussi les acteurs de la Résistance vivent encore et les interroger, recueillir ces « archives orales » dont on commence à comprendre l'importance, constitue un point de départ pour déboucher sur la « grande histoire » par des méthodes actives.

Robert VIÉ
C.D.D.P. de TARBES

II - TÉMOIGNAGES et DOCUMENTS d'ARCHIVES

TABLE DES DOCUMENTS

		<u>PAGES</u>
DOCUMENT 1	<i>Témoignage</i>	
	1A Extraits de l'ouvrage de Christian BERNADAC	11
	1B « Les Médecins de l'impossible »	12
	1C	14
	1D Extraits de l'ouvrage de Hanna SCHRAMM et Barbara VORMEIER : « Vivre à Gurs »	14
DOCUMENT 2	<i>Recensement des prisonniers, disparus, décédés et rapatriés par canton.</i>	
	2A - Télégramme	16
	2B - Carte 17	
DOCUMENT 3	<i>Les évènements vus par le comité départemental de la Résistance.</i>	
	Extrait d'un ouvrage à paraître sur la Résistance dans les Hautes-Pyrénées	18
DOCUMENT 4	<i>La présence Allemande et ses exigences.</i>	
	4A - Lettre d'un habitant de TOSTAT au préfet des H-P.	19
	4B - Lettre du maire d'une commune des H-P. au préfet	20
	4C - Organisation TODT	22
DOCUMENT 5	<i>Les débuts de la Résistance.</i>	
	Extrait de l'ouvrage à paraître sur la Résistance dans les Hautes-Pyrénées	23
DOCUMENT 6	<i>Formation d'un groupe de résistants.</i>	
	Textes de M. BENEZECH à paraître dans l'ouvrage sur la Résistance dans les Hautes-Pyrénées	24
DOCUMENT 7	<i>Un exemple de sabotage.</i>	
	Télégramme sur un sabotage à LANNEMEZAN	29
DOCUMENT 8	<i>Dénonciation</i>	
	Texte de M. BENEZECH concernant Paul MATHOU	30
DOCUMENT 9	<i>Action des femmes dans la résistance.</i>	
	Article paru dans la Nouvelle République du 9 octobre 1964	31

DOCUMENT I

UN TÉMOIN RACONTE

1 A - COMME DES BESTIAUX, « LE CONVOI DE LA MORT »

« Quarante hommes. Huit chevaux.

Tous les déportés ont connu l'entassement méprisable et désordonné des wagons de transport.

Quarante hommes. Huit chevaux.

Ce jour-là, ils n'étaient que cent dans chaque cercueil roulant. Vingt-cinq cercueils soudés ; deux mille cinq cent partants.

- Allons, pressons !

Le 2 juillet 1944. Compiègne...

- Attention ! une tentative d'évasion : dix fusillés. Attention ! une évasion : vingt fusillés et on vous mettra deux cents par wagon... deux cents à poil... Des cris ; d'autres cris furieux, indignés...

- Et le train part. Nous sommes serrés les uns contre les autres. Le temps est lourd, orageux. Nous manquons d'air. Nous avons la sensation d'être dans une fournaise. Jusqu'à Soissons, tout va à peu près bien. Mais le soleil darde ses rayons de plus en plus brûlants sur nos cages de bois. Et les premiers incidents éclatent dans les wagons. On a chaud, on a soif, on veut boire, on se bouscule autour d'une barrique contenant de l'eau et quelques bagarres éclatent. Des détenus s'évanouissent, d'autres commencent à délirer. Dans certains wagons, il y a déjà des morts, victimes d'un coup de chaleur...

Les docteurs BENT et SOLLADIÉ, beau-père et gendre, commencent leur collaboration médicale et concentrationnaire en quittant Compiègne. Exemple unique, je pense, qui devait se poursuivre jusqu'à l'heure de leur libération...

- Sans cesse, raconte Masset, nos deux docteurs prodiguent leurs soins. Dans un coin, un prisonnier s'agite, les yeux hagards, la bouche écumante : il distribue coups de pied, coups de poings.

Le docteur BENT le calme... le wagon des deux médecins de Montclar de Quercy sera le seul où tous lutteront contre la mort, humectant leurs tempes d'urine, buvant cette urine. Tous arriveront en vie à Dachau. Ce ne fut pas le cas dans les autres cages roulantes.

- On voyait soudain un camarade s'effondrer, les yeux révulsés. Il portait les mains à son cou, poussait un cri guttural, était agité de soubresauts, un peu d'écume rosée coulait de la commissure de ses lèvres. Il était mort. Chez d'autres, surtout chez les personnes âgées, la mort était moins rapide. Ils déliraient quelque temps, paisiblement, appelaient leurs femmes et leurs enfants, puis ils se mettaient à râler et, à ce moment, la mort survenait rapidement.

La nuit du 2 au 3 juillet fut terrible. Il y eut dans presque tous les wagons des cas de folie furieuse collective...

*En arrivant à Dachau, le sinistre convoyeur du train, Friedrich Dietrich, remet sa cargaison au commandant du camp en disant :
« Je vous amène mille six cent trente Français qui puent la peste. Je suis au regret de ne pas vous livrer plus de cadavres. »*

Christian BERNADAC - Les médecins de l'impossible - chapitre II - pages 31 à 36 -(Editions France empire)

1B - LE CAMP DES « MORTS AMBULANTS ».

Les docteurs BENT et SOLLADIÉ quittent Dachau pour les camps du Neckar destinés à rassembler la main d'œuvre utilisée pour transformer une ancienne mine de gypse en usine de construction aéronautique.

Raymond SOLLADIÉ raconte :

« Le film de cette époque de ma vie débute toujours par la même vision : celle des déportés du camp II, celle de ces cinquante à quatre-vingts « morts ambulants » qui se bousculaient chaque soir pour entrer dans notre baraque en bois. Je retrouve, sinon les visages, surtout les silhouettes, les attitudes, ; en effet, si ces corps avaient encore la force de se tenir debout, ils n'avaient plus celle d'être droits. Ils étaient presque toujours penchés en avant, et c'est peut-être pour cela que je revois d'abord ces figures décharnées avec des yeux qui paraissaient énormes parce qu'enfoncés, ces mâchoires d'autant plus proéminentes que les muscles du visage avaient fondu et ces nez dont les ailes étaient souvent pincées ! Si j'ajoute à ce tableau la description de leurs haillons, de leurs « pyjamas rayés » en loques, pleins de boue et de ciment, et surtout de crasse et de poux, j'ai l'impression de décrire des mendiants, ces mendiants des siècles précédents ; mais ceux du camp II : Français, Russes, Polonais, Belges, Hollandais, et Yougoslaves en criant (pour la plupart) en allemand petit nègre : « Krank, schoming » mendiaient leur propre vie !

Cette description serait cependant incomplète si je n'y ajoutais ce que mes yeux de médecin découvraient lorsque ces déportés étaient déshabillés : je me rends compte maintenant que je les voyais plus grands qu'ils ne l'étaient en réalité car l'absence de graisse et la fonte des muscles donne à un muscle supérieur ou inférieur, ou même à un cou, une fausse impression de longueur. Mais ce dont je me souviens surtout, c'est du sternum proéminent et presque dénudé, de ces côtes très apparentes parce que à peu près sous-cutanées, du ventre toujours un peu gros (ascite), de ces cuisses en fuseau, de l'articulation du genou où la rotule semblait faire une saillie et enfin de ces jambes inattendues (je peux presque dire ridicules) parce que grosses, parce qu'œdématisées

Le camp II de Neckareltz, situé un peu en dehors du village, avait la réputation d'être le camp le plus dur de la région. Il était assez petit, tout en longueur, à peine une cinquantaine de mètres de profondeur. De partout, on apercevait les barbelés et les miradors. Les baraques en bois, sans étage, étaient rapprochées les unes des autres. Le sanitaire se réduisait à de simples prises d'eau, dans la cour, et à des feuillées à découvert. La cour d'appel, rectangulaire, était toujours pleine de neige ou de boue. C'était un camp étroit, mais c'était un camp sale et surtout un camp triste. Cette impression de tristesse se retrouvait dans les autres camps mais, dans les autres, il y avait à certains moments des éclairs de vie, des discussions, les hurlements des chefs de chambre et les cris de douleur des déportés battus ; il y avait aussi quelquefois des éclats de rire. Là, il n'y avait rien. Il n'y avait qu'une foule docile composée de malades et de dénutris, il n'y avait que des êtres silencieux ayant peur de faire du bruit, presque des fantômes se hâtant après l'appel, vers leur baraque et leur paillasse...

-Lorsque je suis arrivé au camp II, fin novembre 1944, en compagnie du docteur ANDREIS, il n'y avait pas d'infirmier et nous étions obligés, le soir, d'aller « passer la visite » dans chaque baraque. Je nous revois, ANDREIS et moi, partir après l'appel, avec nos crânes rasés, nos rayés, des souliers qui prenaient l'eau et surtout portant, suspendue autour du cou (comme des colporteurs ou des marchands ambulants) notre boîte à pharmacie remplie de pansements et de quelques trop rares médicaments. A dix heures moins le quart, nous apportions au bureau la liste des « shonung », des exemptés de travail pour le lendemain. Sans nous consulter, la « fillette » effaçait des numéros, ramenant notre liste à 8 ou 10 selon les besoins en travailleurs pour le lendemain ; si par hasard dans la nuit il y avait un ou deux décès dans les baraques, on puisait le lendemain dans les exemptés au hasard pour que le nombre des travailleurs reste le même ! Après pas mal de discussions avec lui, nous avons obtenu à cause de son orgueil – il voulait que le camp dont il était le Lageraltester soit le plus grand de tous les camps- et aussi peut-être à cause d'un abcès froid qu'il avait et que nous devions lui ponctionner de temps en temps, la création d'une infirmerie. Il affecta à cet effet une vieille baraque en bois, face à son bureau. Elle contenait, en plus d'une petite entrée destinée à la consultation, quatorze paillasses y compris celle du docteur ANDREIS, celle de l'infirmier et la mienne. Quand nous lui avons demandé un infirmier, il nous dit : « Voulez-vous un français ? J'en étais sûr. Choisissez-le vous-même et amenez-le. » Nous proposâmes la place à PANIS, un instituteur des Vosges dont les poumons nous donnaient des inquiétudes. PANIS accepta, heureux de ne plus partir en kommando et je le présentai au Lageraltester. Celui-ci lui précisa son travail, insistant sur la propreté de la baraque mais, quand PANIS lui demanda du charbon pour le poêle, il répondit en hurlant ; « Tu oses me demander du charbon, alors que je t'ai donné un poêle. Fiche le camp. »*

- Le premier soir, PANIS « organisa » du charbon. La deuxième soir, il fut surpris par les Kapos et par le Lageraltester. Quand je réussis à récupérer PANIS, je le trouvai dans le coma avec trois fractures (crâne, côtes et omoplate). Je pus l'évacuer le lendemain sur le camp I, mais il y mourut deux jours plus tard !

Ainsi jouait « fillette », ainsi jouaient ces autres petits seigneurs, aux pouvoirs illimités. Abrutis par la faim, la peur, dix-huit heures de travail, six heures de demi-sommeil – la diarrhée, les 2500 habitants forcés des rives du Neckar s'acheminaient lentement vers la « musulmanisation », dernière étape avant la mort. Quant aux toubibs, qu'ils se débrouillent ! SOLLADIE ouvre les abcès et les anthrax avec une simple paire de ciseaux.

- Il faut dire que l'infirmier les aiguisait et qu'il les faisait bouillir dans une casserole sur le poêle. Lorsque c'était trop profond, nous recouvrons de pommade à l'ichtyol, une légère couche de cellulose et une bande en papier. Nous disions au malade de revenir le lendemain en sachant bien qu'après une heure de travail la bande en papier craquait. Le lendemain, on ouvrait aux ciseaux et, bien entendu, sans anesthésie. »

Christian BERNADAC - ouvrage cité, chapitre II

*Surnom du chef de camp, un détenu allemand, Walter Haufe.

1 C - VOSGIENS ET SURVIVANTS.

Tous les Vosgiens de 16 à 60 ans sont réquisitionnés ; 200 sont expédiés à la mine de gypse de Neckar.

Le docteur SOLLADIÉ témoigne :

- Deux cents... et à la Libération, quelques mois plus tard, il ne restait que cinq survivants. J'en ai vu et soigné beaucoup au camp II. Ils étaient arrêtés depuis beaucoup moins de temps que nous et cependant leur état de santé s'est détérioré beaucoup plus rapidement que le nôtre... mais aucun d'entre eux n'avait le « moral ». En janvier 1945, un de ces Vosgiens se présente en larmes à la consultation en me disant : « Je suis fichu. » L'infirmier Marius, le successeur de Panis, lui a pris la température sous le bras : 36°5. Mon examen a été sommaire : il avait certainement une tension artérielle très basse mais bien entendu, nous n'avions pas d'appareil de tension. Son pouls était petit et lent, le ventre souple et l'auscultation pulmonaire et cardiaque à travers un torchon assez sale qui nous protégeait des poux, n'avait pas révélé d'anomalie. il était passé le dernier. Il restait une paillasse libre et bien qu'il n'ait pas de fièvre, je lui ai dit : « Tu vas rentrer au Revier. Demain matin, si Viktor le Kapo passe, je lui dirai que tu avais 40. » Il m'a remercié bien gentiment mais en pleurant et en répétant : « Faites ce que vous voudrez, je suis foutu, mes sept enfants vont être orphelins. » Il nous restait un peu de soupe. Marius lui a tendu une gamelle. Il a mangé. Je lui ai reparlé à 10 heures moins 10 en faisant le tour de ma baraque. Le lendemain matin, à 5h30, l'infirmier est venu m'annoncer que le Vosgien était mort. Ses voisins de paillasse n'avaient rien entendu, ni rien vu. »

Christian BERNADAC - ouvrage cité, chapitre II.

Evacués sur Dachau, les prisonniers rescapés devaient être exécutés au lance-flammes par les S.S. Ils ne doivent qu'aux interventions du curé et du bourgmestre d'Osterburken d'avoir la vie sauve.

1 D - UN CAMP DE CONCENTRATION FRANCAIS : LE CAMP DE GURS (Basses-Pyrénées)

1- L'arrivée.

« En route ! Le moteur ronflait ; dans le vent de la vitesse, nous passions devant des champs de maïs, des prairies, des maisons accueillantes ; tout cela n'avait pas l'air redoutable. Une demi-heure plus tard, nous aperçûmes quelque chose ressemblant à un étang gris ; nous regardâmes, atterrés : le camp ! Sur trois kilomètres de long, des baraques alignées les unes contre les autres, derrière les baraques encore d'autres rangées de baraques, et cela à perte de vue. Pas un arbre, pas une note de verdure ; le cœur défaillait. Sur le visage des femmes se lisait l'épouvante. Comment vivre dans cet univers désolé ? »

2- Les installations.

« Nous débarquâmes à la baraque 27, à l'extrémité extérieure de l'îlot ; comme je le constatai avec soulagement, nous avions vue sur la route et les champs, et pourtant nous apercevions par intervalles les barbelés et les sentinelles. Soixante femmes par baraque ; les baraques mesuraient à peu près vingt-cinq mètres de long sur cinq mètres de large. Le petit toit pointu couvert de carton bitumé s'appuyait, sur les côtés, sur des murs de planches d'environ un mètre de haut. Dans le toit étaient aménagés, de

chaque côté, six lucarnes qui mesuraient à peu près soixante centimètres sur quarante et qu'on pouvait fermer en rabattant des sortes de volets en bois. Il n'y avait pas de vitres aux fenêtres.

A gauche trente paillasses, à droite trente paillasses, pas de couvertures, pas de tables, pas de chaises, pas de clous, pas de vaisselle. Nous entassâmes nos bagages à la tête des paillasses contre le mur extérieur. En guise de souper, on nous apporta du pain et ce fameux pâté de foie en boîte que nous connaissions déjà. Les prises d'eau se trouvaient tout au bout de l'allée du camp. Il y avait huit robinets au-dessus de bacs en bois pour tout l'îlot où étaient logées plus de mille femmes, et cette installation de plein air, ouverte à tous les regards, était simplement recouverte d'un toit, elle aussi, avec d'immenses marmites en fonte. »

3- La pluie.

« Au milieu de juin, il y eut une courte période de pluie qui nous donna un léger avant-goût de ce qui nous attendait en hiver. Le camp était situé dans une cuvette humide et construite sur un sol d'argile. Quand il pleuvait, la glaise devenait molle et plus glissante qu'une patinoire. Alors on s'y enfonçait jusqu'aux chevilles et les souliers y restaient collés. La corvée de nourriture devenait un exercice d'acrobatie et d'équilibre très pénible. Bien souvent, celles qui portaient les lourdes marmites tombaient et la soupe se répandait par terre. Nous eûmes l'idée de paver de boîtes de conserve les deux entrées de baraques, faute de quoi nous aurions glissé dans le fossé dès que nous aurions mis le pied dehors. Le toit de carton bitumé était percé et laissait passer la pluie. Nous ne pouvions nous serrer car il n'y avait pas de place ; chacune avait droit, paillasse comprise, à un espace d'environ soixante-quinze centimètres. On dormait sous des parapluies déployés et on mettait tous les plats et toutes les cuvettes dont on disposait aux endroits où l'eau dégoulinait. »

Témoignage de Hanna Schramm
Extrait de Hanna Schramm et Barbara Vormaiier
Vivre à Gurs, un camp de concentration français
1940-1941 – Maspéro – 1979.

DOCUMENT 2 A

24 mars 1942 - 17h.

Télégramme officiel : PRÉFET à Colonel ARBANÈRE - Hôtel Impérial Vichy - Recensement prisonniers - Suite à notre entretien téléphonique, vous adresse, ci-dessous, résultats définitifs - recensement prisonniers mon département.

Prisonniers : 5838

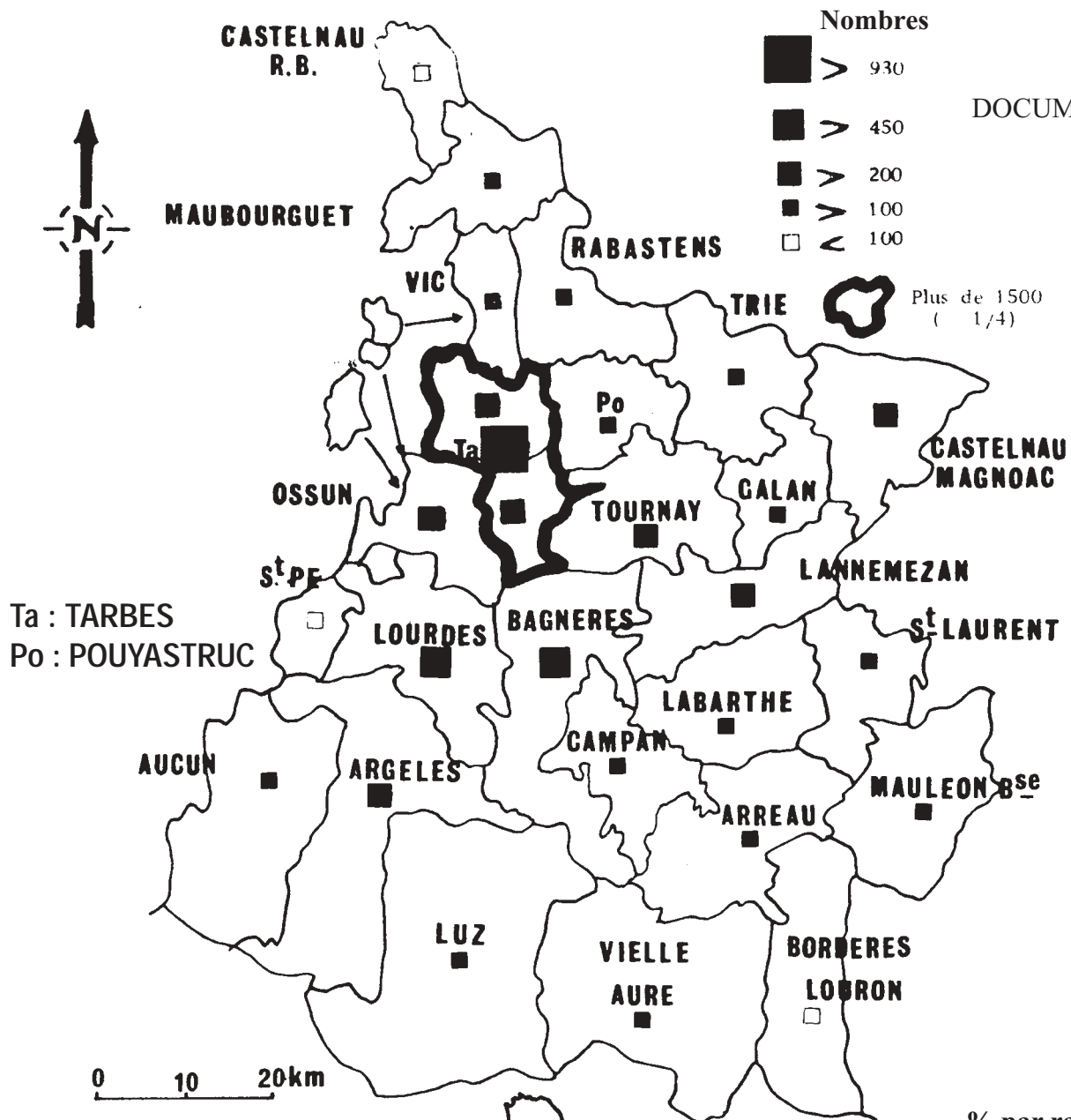
Rapatriés : 335

Décédés : 144

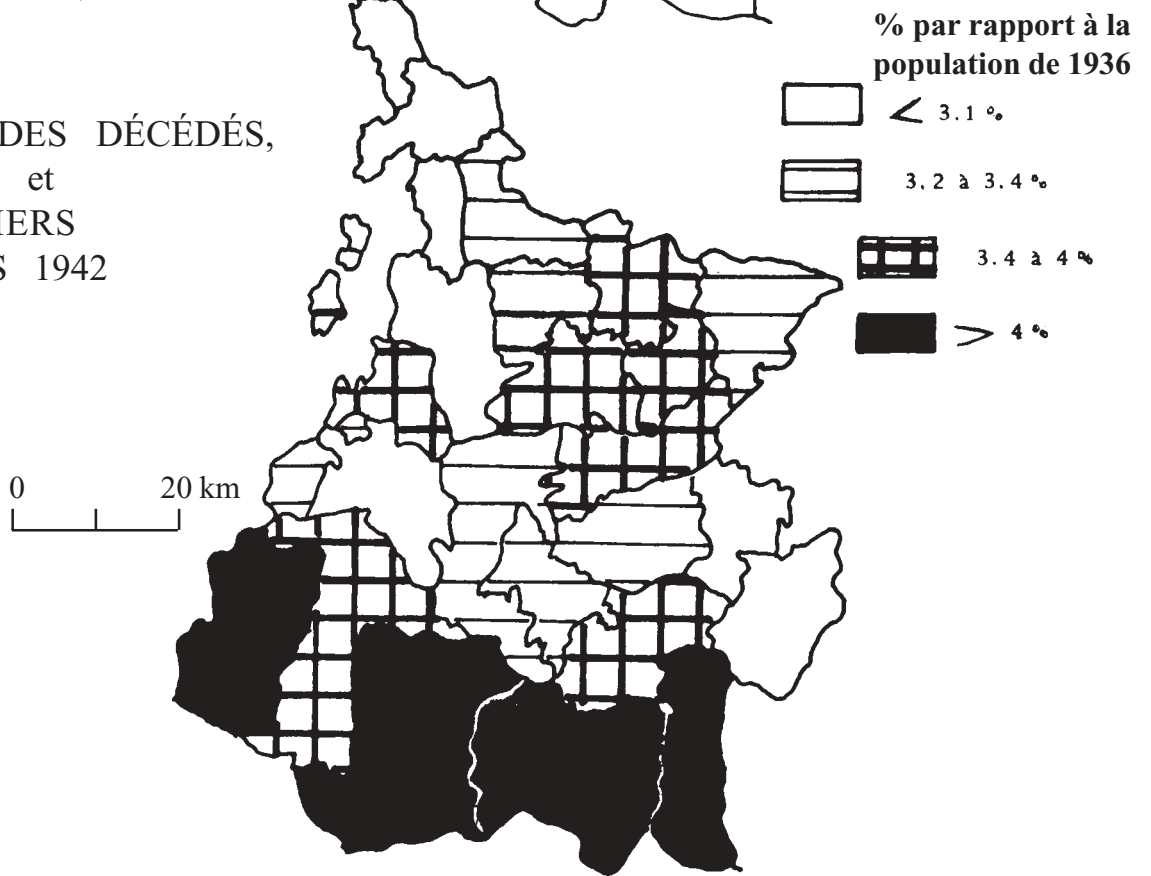
Disparus 59

24 mars 1942 - 17H.

CANTONS	DÉCÉDÉS	DISPARUS	PRISONNIERS	TOTAL	RAPATRIÉS
Castelnau-Magnoac	8		200	208	6
Castelnau-Rivière-Basse	1		72	73	4
Galan			107	107	1
Maubourguet			156	158	6
Ossun	9	2	265	275	7
Pouyastruc	4	1	108	113	6
Rabastens	9	1	142	155	5
Tarbes Nord	6	4	285	294	38
Tarbes Sud	4	3	288	298	12
Tournay	5	6	205	212	10
Trie	10	2	177	188	9
Vic		1	187	189	11
Ville de Tarbes	6	2	919	933	93
Argelès	12	8	282	296	16
Arreau	3	2	135	138	5
Aucun	3		147	152	7
Bagnères	17	2	433	454	16
Labarthe	4	4	168	172	3
Bordères-Louron	2		60	64	1
Campan	1	2	114	119	1
Lannemezan	12	4	266	281	19
Lourdes	8	3	476	487	38
Luz	5	3	172	179	4
Mauléon	6	2	123	131	10
Saint-Laurent	5	2	151	158	3
Saint-Pé		2	94	96	2
Vielle Aure	3	2	103	106	2



CARTES DES DÉCÉDÉS,
DISPARUS et
PRISONNIERS
EN MARS 1942



DOCUMENT 3

LES ÉVÈNEMENTS VUS PAR LE COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE LA RÉSISTANCE

«Juin 1940.

Quelques semaines après le début de l'offensive allemande, lancée le 10 mai, la France atterrée voit ses armées disloquées, écrasées : l'Armée du Nord encerclée, rejetée à la mer à Dunkerque, l'Armée du Centre bousculée, dépassée ; la ligne Maginot espoir défensif, réputée imprenable, tournée sans avoir servi à rien. Le 14 juin les Allemands entrent à Paris, le 20 ils sont à Brest, le 22 à La Rochelle, à Lyon... le gouvernement désemparé se replie à Bordeaux... on envisage l'abandon du pays et la continuation de la lutte outre mer... mais l'impuissance de l'Etat est totale, ses moyens réduits à néant.

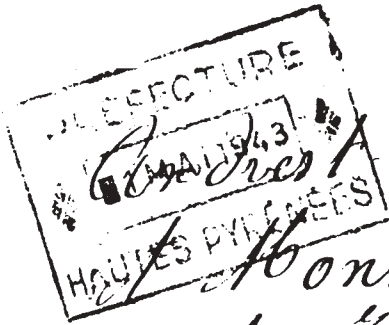
Foudroyé par le désastre, le Gouvernement délègue ses pouvoirs au Maréchal Pétain qui préconise l'arrêt des combats, sollicite un armistice celui-ci sera signé le 22 juin.

La France désormais est partagée en deux : la plus grande partie du territoire au Nord et à l'Ouest sera la «Zone Occupée» occupée militairement et administrée directement par les Allemands ; le Sud dit «Zone libre» relèvera de l'Etat Français dirigé par le Maréchal Pétain.

Mais la réalité apparaît très vite comme peu réjouissante : 1 800 000 soldats français prisonniers sont dirigés vers les camps en Allemagne, l'espoir de les voir libérer s'envole... les conditions de l'Armistice sont très dures : la plus grande partie de nos productions agricoles et industrielles seront saisies par l'occupant, les indemnités d'occupation sont écrasantes pour notre économie. la zone dite «Libre» est, en fait, sous un contrôle omniprésent des Allemands.

Pétain fonde sa politique sur le culte de sa personne. Avec la versatilité de son âge, il oscille sans cesse entre les influences contradictoires de son entourage dont la majorité le presse de signer une alliance avec le Reich. Le 24 octobre 1940 Pétain rencontre Hitler à Montoire : il s'engage à pratiquer, en toutes circonstances une politique d'entente avec le Reich.

Alors le doute n'est plus permis et la scission entre les Français est consommée : il y aura ceux qui, inconditionnellement suivront Pétain et sa politique pro-allemande et les Autres qui s'opposeront à la collaboration.»



à Costat par
Hautes Pyrénées

Monsieur le Préfet Régional
et Toulouse

J'ai l'honneur de vous informer que les
troupes Allemandes de passage à Costat
sont rentrées dans une maison m'appartenant
avec trois chars d'assaut de 24 tonnes et ont
complètement démoli le pont.

J'ai aussitôt avisé la préfecture des
Hautes Pyrénées et le gendarme de
Rabastens qui a fait l'enquête d'usage.
Monsieur l'ingénieur des ponts et chaussées de
sur la demande de la Préfecture a établi
un rapport pour évaluer le dommage causé.
Je vous envoie ci-joint ce rapport et vous
prie de vouloir bien donner des ordres
pour la reconstruction du pont ou pour
ne faire indemniser du dommage causé.

Veuillez recevoir Monsieur le
Préfet Régional l'assurance de mon
grand Respect

DOCUMENT 4 B

LETTRE DE PROTESTATION DU MAIRE D'UNE COMMUNE DES HAUTES-PYRÉNÉES AU PRÉFET DU DÉPARTEMENT

DÉPARTEMENT
des
HAUTES-PYRÉNÉES

██████████ Le 11 juin 1943.

*Monsieur le Préfet des Hautes-Pyrénées
1^{ère} Division – 1^{er} Bureau*

TARBES

OBJET : Réquisitions allemandes.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que par suite du changement du chef allemand, le nouvel officier chargé de ce service, sans se rendre compte j'en suis certain, de l'effort fourni par la population en vue de procurer aux troupes allemandes le bien-être auquel elles ont droit, me demande d'une façon impérative :

- 1° de leur procurer 3 machines à coudre pour la transformation de leurs uniformes*
- 2° de leur fournir 4 douzaines d'œufs par semaine*
- 3° de leur remettre 40 matelas pour améliorer le couchage de leurs troupes.*

Pour la 1^{ère} réquisition, j'ai déjà fait un appel à la population, sans succès. Les quelques personnes possédant des machines à coudre s'en servent journellement pour leurs besoins personnels, surtout en cette période de restriction vestimentaire, et ne peuvent s'en défaire sans une gêne sérieuse. D'autre part, il n'existe pas de négociant tenant en dépôt pour la vente, des machines à coudre.

La 2^{ème} demande, je ne puis que vous confirmer ma lettre du 6 mars 1943 par laquelle je vous signalais que le ravitaillement à la ferme se pratiquait par les troupes allemandes sur une assez vaste échelle.

Aujourd'hui, vu la rareté des produits ou la crainte des paysans, il m'est demandé de leur fournir 4 douzaines d'œufs par semaine. J'ai répondu par une fin de non recevoir polie, mais ferme, entendu que les impositions de la commune ne seront pas entièrement satisfaites.

Enfin, sur demande des autorités allemandes, la population a prêté bénévolement en février 1943, 120 matelas pour améliorer le couchage des hommes. A la suite du départ d'une unité, 40 matelas ont été rendus à leurs propriétaires. Ils me sont réclamés à nouveau pour remplacer les paillasses sur lesquelles couchent les hommes.

Je vais m'efforcer de leur donner satisfaction en faisant un appel à la population. Je crains que si d'autres troupes viennent remplacer celles parties, il me soit demandé à nouveau des matelas que je ne pourrai plus trouver. Je vous signale que les autorités allemandes possèdent, en quantité, des enveloppes de paillasse pour leurs hommes.

Il faut croire que tous les cantonnements, chez l'habitant, étaient satisfaisant pour que le lieutenant FRISTCH me dise avant son départ le 5 juin dernier, « Nous quittons un paradis ».

Il est certain que toute la population a fait l'impossible pour rendre agréable le séjour des troupes allemandes en opérations.

Veillez agréer, Monsieur le Préfet, l'assurance de mon respect,

Le Maire,

Signé : [illisible]

A.D.H.P. (Série R)

DOCUMENT 4C

VICHY, le 25 décembre 1943

TABLEAU d'AFFECTATION AUX CHANTIERS DE LA WEHRMACHT DES JEUNES AGRICULTEURS et ÉTUDIANTS NÉS EN 1923, LIBÉRÉS EN OCTOBRE 1943 DES CHANTIERS DE LA JEUNESSE.

Département du Domicile	Nombre de jeunes Gens à affecter	Effectif aux Chantiers De la Wehrmacht	Chantiers de la Wehrmacht
1° URGENCE – COTE ATLANTIQUE AU SUD DE LA LOIRE			
HAUTES-PYRENEES	139	8 100 31	PORT DE LANNE (Landes) SAINT YAGEN (Landes) PEYREHORADE (Landes)

LE COMMANDANT MILITAIRE EN FRANCE

PARIS, le 8 janvier 1944

Réf. : 714 d IV/44
Dr. Lis/RO

24, Avenue Kléber

au COMMISSARIAT GÉNÉRAL
à la MAIN-D'ŒUVRE

PARIS

OBJET : Placement de la main-d'œuvre pour l'organisation TODT, imposition des départements.

Les départements français ont été imposés pour un total de 33.000 ouvriers qui devaient être mis à la disposition de l'organisation TODT pour le 31 Décembre 1943. D'après le tableau que vous m'avez communiqué le 8 Janvier 1944, sur ces 33.000, 5.920 ouvriers ont été placés au 7 Janvier 1944. En prenant pour base ces chiffres il est démontré que les Préfets n'ont pas observé le chiffre des affectations imposées. Il doit être exigé très énergiquement que les Préfets fournissent des comptes au sujet de la non satisfaction des demandes allemandes. L'urgence du problème à résoudre n'autorise de retard en aucun cas.

En attendant, ordre a été donné aux Feldkommandanturen de garantir le placement de ces ouvriers par tous les moyens, en définitive, par application de l'ordonnance de guerre de La Haye et de sévir contre les défaillants et les fonctionnaires qui n'accompliraient pas leur devoir, par des mesures coercitives. Il est exigé que les Préfets en question soient avisés immédiatement par télégramme de l'obligation qu'ils ont de fournir immédiatement le contingent imposé.

Pour le Commandant Militaire
Le Chef de l'Administration Militaire
par ordre,

A.R.H.P.
(série R)

signé : [illisible]

DOCUMENT 5

LES DÉBUTS DE LA RÉSISTANCE VUS PAR LE COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE LA RÉSISTANCE

a) « **Sur le plan national**, les premières manifestations sérieuses de cette organisation furent la création de Réseaux de Renseignements et de Filières de Passages. Les premiers visant à fournir à LONDRES des renseignements à caractère militaire, les secondes à assurer le rapatriement sur l'Angleterre des pilotes abattus sur notre territoire, le ralliement de personnalités françaises à la France Libre et les liaisons entre LONDRES et la FRANCE. Ces Réseaux furent plus tard le trait d'union entre la Résistance métropolitaine et DE GAULLE.

Dès lors, la formation de mouvements de Résistance eut une base solide. En zone dite « Libre » Frenay formait « Combat », Emmanuel d'Astier de la Vigerie créait « Libération », Jean-Pierre Lévy présidait à la formation de « Francs-Tireurs ». En même temps, ce qui subsistait du syndicalisme d'antan C.C.T., C.F.T.C., répandait un état d'esprit favorable à la Résistance. Le caractère politique des Mouvements contribuait certes à les rendre vivants, mais d'autre part, l'action commune et l'entente entre eux ne laissaient pas d'en souffrir. Il a appartenu à Jean MOULIN parachuté de LONDRES sur la FRANCE le 1^{er} janvier 1942, de coordonner les diverses activités des Mouvements et, plus tard, de les réunir dans les Mouvements Unis de la Résistance dont il fut le chef. Les « Francs-Tireurs ». Partisans français issus du « Front National » constitué par les Communistes en zone occupée, gardèrent leur autonomie, leur action étant toujours coordonnée avec celle des M.U.R.

b) **Dans les Hautes-Pyrénées**, région de montagnes et département frontière, il est évident que les Réseaux et les Filières de Passages s'organisèrent très vite. Dès Juillet 1940, Gaston Hèches anima le Réseau Edouard aux multiples activités. « COMBAT » fut formé par Pierre Dumas, journaliste, auquel se sont joints Charier, Cénac, Carnier, Moreau, Laffont, Puyoo et bien d'autres ; « LIBÉRATION » fut créé par André Fourcade et Le Goff, tous deux ingénieurs et syndicalistes bien connus avec Barret, Parade, etc, ce mouvement ayant sa base à la Bourse du Travail à TARBES. « FRANCS-TIREURS PARTISANS FRANÇAIS » créés par Jean Toujas, Paul Chastellain, etc... Enfin, après l'occupation de la Zone Libre par les Allemands en novembre 1942, fut formé le « Corps Franc Pommiès » par le Capitaine Pommiès du 18^{ème} R.I., cette formation étant surtout constituée de cadres de l'Armée dissoute.

Ces embryons de Réseaux, de Mouvements, au fil des mois se développèrent, engendrant sur l'ensemble du département et, par une espèce de génération spontanée, des Groupes, des Maquis et ce fut la longue histoire des actions de propagande, des diffusions de journaux clandestins, des sabotages, des combats au cours desquels tant de victimes payèrent de leur vie leur patriotisme et leur attachement à la liberté.»

M.U.R. : Mouvements Unis de la Résistance - Organisation regroupant un grand nombre de mouvements de résistance.

DOCUMENT 6

LA CONSTITUTION D'UN MAQUIS

I - LES DÉBUTS

a) L'occasion : l'invasion de la zone libre.

Le « Groupe Bernard » a été formé en décembre 1942 à Bagnères-de-Bigorre par Maurice BENEZECH dénommé « Bernard » dans la Résistance. Prisonnier évadé d'Allemagne en mars 1942, BENEZECH fut d'abord un militant du mouvement « Combat » à Brive (Corrèze) de mai 1942 à novembre de la même année. Lors de l'entrée des Allemands en Zone Libre, il revint à son pays d'origine : Bagnères.

Grâce à Gaston BOILEVIN, il put entrer, presque aussitôt, en rapport avec André FOURCADE, chef et fondateur du mouvement Libération dans les Hautes-Pyrénées.

b) Les sizaines ou groupes de 6 hommes.

Chargé d'organiser le mouvement à Bagnères, Bernard rassembla, dans un premier temps, quelques camarades : HERNANDEZ Romain, BOILEVIN Gaston et Robert, DARIN Georges, BUREAU Joseph, COUGET Jean, BENAC Gabriel, GAUBERT, KLEIN, KOLB, BACCARA René, en les chargeant de recruter chacun cinq autres camarades et recommandant la plus grande discrétion sur les autres chefs de sizaines ainsi que le cloisonnement le plus strict, garant de la sécurité de tous.

c) Les premières actions.

Quelques actions spectaculaires furent aussitôt effectuées : affiches de Vichy déchirées, inscriptions au goudron sur les murs. En peu de temps, la ville connut l'existence de la Résistance.

Dans le même temps, les collaborateurs actifs de Vichy furent détectés ; des lettres d'avertissement furent adressées à tous, aux plus coriaces on envoyait un petit cercueil de bois dont la signification symbolique avait le meilleur effet. Ces actions, si peu violentes qu'elles fussent, eurent un grand retentissement. Les tenants de Vichy se firent discrets et les Bagnérais non encore engagés attribuèrent à la Résistance locale une force et une organisation qu'elle n'avait pas, tant s'en faut. Le recrutement en fut facilité.

II - LE MOUVEMENT S'ÉTOFFE

a) Le Groupe Franc.

Le Groupe franc du « Groupe Bernard » fut formé en février 1943.

Composée d'une dizaine d'hommes au caractère éprouvé, cette petite formation devait être disponible à tout instant pour le combat ou le sabotage. S'étant étoffée, elle prit à sa charge le ravitaillement des maquis, la récupération et le camouflage des armes parachutées. Toujours dirigée personnellement par Bernard, elle était, à l'origine, composée de Hernandez Romain, Darin Georges, Kolb, Klein, Garcia (agent de police), Menvielle (agent de police), Dornignac Jean (instituteur), Michel (gendarme), Gissot, Jimenez (maçon), Dulout Louis.

b) Le « groupe d'appui moral »

Dans le même temps, pour donner à la Résistance locale un aspect « sérieux », Bernard constituait un « groupe d'appui moral » avec des personnalités connues et estimées en ville. Ce groupe n'avait aucune mission d'action particulière mais il était tenu informé régulièrement des entreprises de la Résistance. Bernard prenait conseil sur des points particuliers et sur certains projets : il s'agissait des docteurs POMARÈDE, LACOSTE et BENEZECH, de Maître Joseph DOMEQ, avocat, de M. ROCHEFORT, sous-préfet révoqué, de M. GROETZINGER, procureur de la République.

c) Service du Travail Obligatoire et premiers maquis.

Ainsi, dès les premiers mois de 1943, le « Groupe Bernard » était-il en place, organisé et capable de manifester une présence active de la Résistance dans le secteur bagnérais.

En février 1943, le gouvernement de Vichy ayant institué le Service du Travail Obligatoire (S.T.O.), se posa à la Résistance le problème de la prise en charge des réfractaires, problème difficile qui fut à l'origine de la création de maquis susceptibles de recevoir et d'assurer la sécurité de ces jeunes hommes traqués par la police de Vichy et la Gestapo.

C'est ainsi qu'en avril 1943, le « Groupe Bernard » installa son premier maquis dans la vallée d'Antayente, près de Lesponne où des cabanes de bergers enfouies dans la neige servirent d'abri. Rien n'étant prévu pour habiller et nourrir ces hommes, Bernard dut créer de toutes pièces un « Service Maquis ». Pour le ravitaillement, M. BÉROT, Maire d'Asté et M. ISAC, Maire de Beudéan, apportèrent immédiatement leur concours.

En avril et mai 1943, un coup de main sur la mairie de Montgaillard permit de saisir un grand nombre de tickets de rationnement. Remis au boulanger TAUVAIN de Bagnères, ils permirent d'assurer le ravitaillement en pain. De même pour la viande, les matières grasses, le sucre. Les fonds nécessaires au paiement de ces denrées étaient fournis par la Bourse du Travail de Tarbes où LE GOFF, BARRET, PARADE organisaient des collectes de solidarité dans le milieu ouvrier et syndical.

Le premier maquis stationné aux Cabanes du Courbet (1200 m d'altitude) groupait 8 à 10 hommes...

L'hiver 43-44 fut rigoureux, mais les granges avaient été aménagées et les 25 hommes qui composaient alors le maquis ne souffraient pas trop. En juillet 43, le Groupe franc du « Groupe Bernard » exécuta un coup de main sur la Compagnie des Travailleurs espagnols dont les magasins se trouvaient route de Campan, Villa Enrique, à Bagnères. Furent saisis des brodequins, des capotes militaires, des pantalons, des blousons, des couvertures et des ustensiles de cuisine, de quoi équiper le maquis.

d) Les armes.

Il ne manquait que des armes. Aucun parachutage n'avait été fait dans la région en ce début d'année 43, mais des armes avaient été camouflées par le C.D.M. par prélèvement sur les régiments dissous après l'occupation allemande de la Zone Libre et, dans la deuxième quinzaine d'avril, « Bernard » et Compagnet (chauffeur de taxi) purent se rendre à Tarbes chez Claverie, blanchisseur, place au Bois, pour recevoir les premières armes des fusils Mas 36 et des mitraillettes 7,65, armement français. Hélip commença l'instruction du tir et de l'armement : les maquisards devenaient des soldats.

C.D.M. : Camouflage du matériel militaire.

III - LES COMPLICITÉS

a) Police et gendarmerie.

Dès le début et par l'intermédiaire du procureur de la République M. GROETZINGER, « Bernard » se renseigne sur l'état d'esprit du commissaire de police et du capitaine de gendarmerie.

Une sizaine du « Groupe Bernard » avait été formée au sein même du commissariat sous la responsabilité de Lonoux, avec le brigadier Caussieux, Menvielle, Lardet, Garcia. Aussi, lorsque « Bernard » se présenta au commissaire Vigoureux, sa couverture était-elle assurée. Après une première réaction mitigée, le commissaire finit par se rendre aux arguments de « Bernard » et des engagements furent pris : les apparences seraient garanties pour le commissaire et « Bernard » obtenait tous les renseignements utiles à son action, notamment en ce qui concernait la lutte contre la répression de Vichy. Par la suite le commissaire Vigoureux fut un acteur dynamique et fidèle. Son action fut très positive dans la couverture et l'aide aux Juifs réfugiés à Bagnères. Arrêté par la Gestapo en avril 1944 il fut déporté. Torturé, Vigoureux, avec un courage digne, ne dit pas un mot sur la Résistance. Revenu de déportation dans un état lamentable Vigoureux décéda peu après. Ce fut un homme de grand mérite auquel la Résistance doit rendre hommage.

Peu après, une démarche du même genre fut faite à la gendarmerie où un élément du « Groupe Bernard » avait été constitué grâce au gendarme Michel, gaulliste à 100 % qui se mit à la disposition immédiate et complète de « Bernard ». Au moment de l'entrevue avec le capitaine Bourdoncle, Michel était derrière la porte avec sa mitraillette. Lorsque « Bernard » dit qu'il était le chef local de la Résistance, Bourdoncle sursauta mais après un moment de dialogue et la révélation qu'il y avait des Résistants chez lui, la capitaine se calma et la conversation devint amicale. L'accord fut conclu : les horaires et itinéraires des patrouilles seraient communiqués à « Bernard » qui s'arrangerait pour sauver les apparences et ne pas compromettre la Gendarmerie. Cette entente fut payante pour les deux parties.

b) Ouvriers et cadres d'usines.

Le deuxième semestre de 1943 vit s'étendre considérablement les effectifs du « Groupe Bernard » et son action se fit sentir dans les milieux ouvriers et parmi les cadres des deux usines principales de Bagnères. Aux Usines SOULÉ, les ingénieurs Gagnet et Villaplane, les chefs d'atelier Jean Couget et Chevillot, le syndicaliste Sorraing faisaient un travail incessant de propagande et de recrutement.

Aux Usines Lorraine où un atelier secret travaillait clandestinement pour la Défense Nationale, le directeur fut contacté ainsi que plusieurs chefs de service. Cette usine ne procédait, pour les Allemands, qu'à des

réparations de camions et tracteurs. Elle était placée sous surveillance mais aucun matériel militaire n'y était fabriqué. Aussi lorsque LONDRES ordonna de faire sauter les machines Bernard s'y opposa faisant connaître au chef départemental de l'Intelligence service que les chars « Lorraine » saisis par les troupes anglaises en Libye ne venaient pas de Bagnères, mais de Lunéville. Cela n'empêcha pas les Réseaux Britanniques en mai 1944 (Bernard étant absent) de faire saboter 70 machines, mettant ainsi à pied des ouvriers et privant l'industrie française, à la Libération, d'une presse de 70 tonnes unique dans le Sud-Ouest.

c) Les transports.

En juillet 1943, Joseph MEYNIER, directeur de la STUR, société de transport, devint l'adjoint de «Bernard» pour les opérations du Groupe franc. Le grand garage de sa société servit aux réunions et au camouflage des armes tandis que les véhicules lourds étaient souvent mis à contribution pour le transport des hommes et du matériel. De plus, Mme MEYNIER, femme dévouée et dynamique, servit d'agent de liaison et sa maison devint un lieu d'accueil permanent pour tous les membres du Groupe franc. Nul ne saura les limites du dévouement de cette amie.

IV - UN GROUPE PRET A L'ACTION DÉCISIVE

a) Organigramme du groupe à la fin de 1943.

- **Commandement** : BENEZECH, (« Bernard ») chef MUR et chef du « Groupe franc »
DOMEC, avocat et adjoint (10)
MEYNIER Joseph, 2ème adjoint.
- **Groupe d'appui moral et politique** : Dr. LACOSTE, Dr. POMAREDE, Dr. BENEZECH, DOMEC Joseph, avocat, ROCHEFORT, ancien sous-préfet, GROETZINGER, procureur de la République, BOILEVIN Gaston, chef d'atelier, SORRAING, responsable syndicaliste.
- **Groupe franc** : (chargé des coups de main, sabotage, transport d'armes, ravitaillement des maquis) : BENEZECH « Bernard », DORIGNAC Jean, HERNANDEZ Romain, MEYNIER Joseph, KLEIN, KOLB, LORIOUX, GARCIA, MENVIELLE, JIMENEZ, DULOUT Louis, LACASSAGNE, BIGINI, FOSS.
- **Groupe sabotage** : VILLAPLANE (ingénieur), COUGET Jean, BOILEVIN Robert.
- **Camouflage d'armes** : St-UPERY, ISAC, COMPAGNET François.
- **Ecoute radio, propagande** : CHEVILLOT Marcel, DUBARRY, CAUSSIEU, MICHEL.
- **Ravitaillement des maquis** : BENAC, DARIN, SOUCAZE, ISAC, CERESUELA, GAUBERT.

Les activités de la Résistance produisaient le meilleur effet sur la population. Le recrutement par les chefs de sizaines devenues des trentaines, avait multiplié le nombre des Résistants résolus. Fin 1943, trois cents personnes environ faisaient partie du « Groupe Bernard » et un grand nombre de sympathisants actifs créait dans toute la population un état d'esprit favorable.

b) Précautions et consignes.

Une étanchéité très stricte séparait ces divers éléments du « Groupe ». Les points de contact variaient. Toutefois l'Hôtel de la Poste tenu par GAUBERT était devenu petit à petit le PC du « Groupe franc » et on était sûr d'y trouver toujours les camarades dont on pouvait avoir besoin. Le café Central, tenu par BENAC, était la boîte aux lettres du maquis ainsi que pour les relations avec l'extérieur. Les risques courus par BENAC et GAUBERT furent considérables.

Le contact permanent avec les FTPF* du secteur de Bagnères avait permis d'arrêter une ligne de conduite commune pour éviter les exactions et les vols chez les particuliers. Les surplus de ravitaillement ou d'équipements (après les coups de mains) étaient répartis selon les besoins de chacun.

Les consignes strictes étaient de ne porter jamais préjudice aux intérêts privés. Bien au contraire, lorsque le bureau de tabac de Mme MAGNAN était dévalisé par des voyous, se faisant passer pour des Résistants, la Résistance locale payait les dommages subis.

Les opérations nécessaires au ravitaillement du maquis étaient faites par le Groupe franc sur les dépôts appartenant aux services publics, sur la Régie des Tabacs, sur l'Abattoir, etc... Nul ne pouvait en pâtir.

c) Les contacts avec les autres réseaux.

Sur le plan départemental, « Bernard » avait des relations permanentes avec Gaston HECHES, chef du réseau Buckmaster, et souvent les hommes de son groupe assurèrent la sécurité du passage en Espagne sur la ligne dirigée par VIGNOLES.

Des contacts amicaux étaient établis avec le groupe « Valentin », le groupe « Foch » et il y avait aussi des relations avec le réseau de Charlot COULON qui assura l'organisation des parachutages et par conséquent le ravitaillement en armes du Groupe.

* F.T.P.F. Francs tireurs et partisans français (groupement de résistance d'obédience communiste).

DOCUMENT 7

UN EXEMPLE DE SABOTAGE A LANNEMEZAN

TÉLÉGRAMME

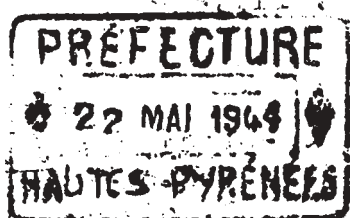
Intendant auprès du Commandant Zone Sud.

OBJET : Acte de sabotage du 16/2/44 à 21 heures à Lannemezan contre propriété de la Wehrmacht.

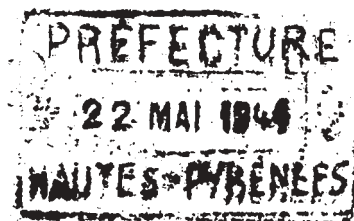
N° 249

A l'Usine des Produits Azotés à Lannemezan, le 16/2/44 un compresseur d'hydrogène arrivé le 14/2/44 appartenant à la Wehrmacht et qui devait être monté dans la fabrique a été détruit par dépôt et explosion d'un explosif. Il est infailliblement prouvé qu'il y a sabotage. Les dommages s'élèvent selon le devis pour réparation, présenté par les Etablissements DUJARDIN & Cie 82, rue Trule-Maison LILLE, à 180.000 F.

La mise en état ne sera pas terminée avant août de cette année. Vu que selon les conventions intervenues, l'Etat Français est responsable des dommages, vous êtes prié de faire payer le montant jusqu'au 3/6/44 au compte 0.9669 à la Caisse de Crédit National LYON (concerne sabotage 69).



Par ordre - en remplacement
signé [illisible]
Trésorier d'Etat Major.



DOCUMENT 8

PAUL MATHOU, HÉROS DE LA RÉSISTANCE

Paul MATHOU, ancien élève du lycée Victor Duruy, à Bagnères, est entré dans la Résistance en avril 1943. Réfractaire au service du travail obligatoire en Allemagne (S.T.O.), Paul MATHOU fut affecté au maquis d'Antayente, du groupe Bernard. Ce maquis, le premier constitué sur le territoire des Hautes-Pyrénées, comprenait vingt jeunes garçons tous réfractaires au S.T.O.

Paul MATHOU se distingue immédiatement par son extraordinaire dynamisme, son patriotisme intransigeant, sa volonté de faire triompher le combat contre l'occupant allemand.

Pour des raisons de sécurité, le maquis d'Antayente (vallée de Lesponne) fut changé de place en mai 1944 et implanté à Banios.

Le 12 avril, des forces allemandes guidées par un traître encerclent le maquis. Paul MATHOU, sentinelle, surprend le mouvement à la levée du jour. Il ouvre le feu et alerte ainsi ses camarades. Blessé, Paul MATHOU demeure sur place et, par son tir, arrête les Allemands, permettant au reste du maquis de décrocher et de se replier dans les bois sans autre perte. MATHOU est fait prisonnier et interné par la Gestapo à Toulouse ; torturé, il resta muet sur l'organisation de la résistance et les noms des chefs. Il fut fusillé à 21 ans ainsi que huit autres jeunes résistants le 15 mai à Toulouse.

Avant de mourir, il écrivit à sa mère la lettre dont nous extrayons quelques passages :

« Lorsque vous recevrez cette lettre, vous serez bien attristés, mais j'espère que vous supporterez l'épreuve aussi bien que je la supporte. Nous avons fait un excellent repas, le dernier, tous les neuf, en bons camarades et bons Français. Personne ne s'est plaint. Nous avons accepté notre sort avec courage... Je suis prêt à affronter la mort. J'ai fait mon examen de conscience, je meurs en bon Français, je me suis montré toujours bien attaché à ma France, si belle et que j'aime tant. C'est pour toi, surtout, petite mère adorée, que j'ai de la peine ; cela va te causer un terrible chagrin, à toi qui a déjà tellement souffert pour m'élever, qui as voulu faire de moi un homme, et pour quel résultat ! Mais je souhaite que tu soies aussi courageuse que moi... J'ai la consolation de mourir en uniforme Français et en soldat. »

Faut-il ajouter que la mère de Paul MATHOU, digne de son fils, interrogée par la Gestapo après l'arrestation de son fils, non seulement sut demeurer muette sur la résistance, mais de plus eut le courage d'obtenir des Allemands tous les renseignements que ceux-ci possédaient sur le chef local des M.U.R., les transmettant à ce dernier.

(D'après « Bernard », chef de groupe)

DOCUMENT 9

UNE FEMME DANS LA RÉSISTANCE EN BAROUSSE (H-P)

Bien des femmes ont rendu d'éminents services à la Résistance : agents de liaison, courriers, infirmières, propagandistes clandestines, aides aux maquis, aux passages en Espagne, etc...

Toutes d'un dévouement, d'un courage extraordinaire. Nous parlerons un jour plus longuement de leurs activités, de leurs sacrifices. Pour l'instant, nous reproduisons un extrait d'une lettre tel que nous l'avons reçu. C'est une française vivant aux Etats-Unis qui en est l'auteur. La guerre l'a surprise en France, dans le petit village d'Izaourt en Barousse ; elle n'a pu rentrer aux U.S.A. qu'après la Libération. Dans sa simplicité, comme s'il s'agissait d'un simple fait divers, voici ce qu'elle écrit :

« Française habitant aux U.S.A., je me trouvais dans ma famille lorsque la guerre éclata. De 1940 à 1942, j'ai vécu comme tout le monde avec les mêmes soucis, les mêmes difficultés. Au mois de mars 1942, mon fils, âgé de vingt ans, fut appelé au S.T.O. Il refusa de partir. Avec trois autres camarades, il passa en Espagne où la prison le recueillit. A partir de ce moment-là, beaucoup de jeunes, de toutes parts de France voulurent rejoindre les F.F.L.

De mars à octobre, la vie fut intenable à la maison. Je ne me sentais plus en sécurité. C'est alors que Vinal et Barrère de Loures - Barousse me demandèrent de trouver une « planque » pour y recevoir et former des groupes de jeunes gens en partance pour l'Espagne ; en quelque sorte, un centre d'accueil et de dépistage, car les routes de la Barousse étaient toutes gardées par les Allemands. Notre lieu de rencontre était au garage Soca à Loures. D'autre part, je connaissais bien Barrère, né en Amérique de père français il était rentré en France à l'âge de dix-sept ou dix-huit ans. Nous nous rencontrions de temps en temps ; il était heureux de pouvoir parler anglais avec moi.

J'avais une petite maison dans la montagne, plutôt un abri, quatre murs, un toit, un sol en ciment. A partir d'octobre 1942, je vécus là avec ma fille. Presque toutes les semaines, des jeunes gens arrivaient, parfois trente en même temps. Je les hébergeais, ce qui ne m'empêchait pas de continuer mon travail : élevage d'un petit troupeau de moutons qui me servait de couverture et a souvent sauvé notre vie. Nul dans le pays ne se doutait de rien. Les gens du village voyaient bien des jeunes gens venir vers ma maison ils s'imaginaient, sans doute, que c'était pour tout autre chose que la fuite en Espagne. Je me gardais bien de les en dissuader. Cependant, une plainte fut portée à la Kommandantur à Luchon. La gestapo est venue dans la montagne mais, mal renseignée peut-être, en tout cas, se trompant de chemin elle aboutit au cimetière ! et s'en alla.

La seule chose qui comptait pour moi était de sauver tous ces jeunes que l'on me confiait comme je désirais que l'on sauvât le mien. Pendant deux ans et demi, j'ai vécu ainsi avec pas mal de difficultés et une vigilance constante. J'étais en relation avec Bazerque (Charbonnier) passeur, Barrère et Sabadie.

Ces trois hommes intrépides, dévoués, ont trouvé la mort à Larroque, en juin 1944. Il ne restait plus que Vinal pour s'occuper d'une quarantaine d'hommes en majorité Américains.

Le ravitaillement était assuré dans deux fermes où l'on puisait, contre paiement, les denrées nécessaires. En hiver, avec la neige, on cachait les jeunes dans les fermes Puységur, Pouyfourcat, à la mairie, à l'école. Celle-ci a brûlé un jour où probablement une imprudence a été commise.

Fin mai 1944, André Dorbessan, de Loures, m'a présenté, chez moi, trois Anglais. Ils sont restés huit à dix jours, puis ont décidé de tenter seuls l'aventure. Nous les avons accompagnés jusqu'au pied de la montagne de Sost. Ils ont mis environ trente et une heures pour atteindre l'Espagne. Ils m'avaient promis de me donner des nouvelles de mon fils, mort ou vivant. Ils ont tenu parole et, grâce à eux, j'ai su qu'il vivait.

Tous ceux qui passèrent chez moi sont tous bien arrivés sauf un jeune Serbe mort en montagne en décembre.

Texte publié dans Résistance - R4 n° 4 - Juin 1978.

L'Association des Français Libres a fait parvenir à Monsieur l'Inspecteur d'Académie une plaquette susceptible d'aider les enseignants à préparer leurs élèves au concours de la Résistance dont le sujet a été étendu, cette année, à l'action de la France Libre. Cette brochure, à la disposition des enseignants au CDDP, s'intitule: « Abrégé d'histoire de la France Libre »

LA RÉSISTANCE ET LA DÉPORTATION

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE ÉLABORÉE PAR

LE SERVICE DE DOCUMENTATION DU C.D.D.P. DE TARBES

le 11 février 1980

« L'idéal n'est pas une chose qui se consomme mais une valeur qui s'entretient et qui se passe comme un flambeau. »

On ne saurait mieux illustrer que par cette citation de Jean MOULIN les objectifs qui ont poussé les organisateurs du concours national de la Résistance et de la Déportation à renouveler l'expérience tentée en 1979, en fixant au jeudi 13 MARS 1980, ce concours ouvert aux élèves des classes de 3ème des collèges et des lycées d'enseignement professionnel et des classes terminales des lycées.

Afin d'aider les enseignants à y préparer des candidats, mais aussi pour faciliter la tâche de ceux qui, à cette occasion, voudraient seulement sensibiliser leurs élèves à ces événements historiques, le C.D.D.P. a essayé de recenser des documents mettant en évidence la passion qui a soutenu les héros de cette période, hommes célèbres, ou hommes de l'ombre, dont l'action a été déterminante tant au plan national, qu'au plan régional.

Le principal critère de sélection de ces documents a été leur accessibilité immédiate. C'est pourquoi nous n'avons volontairement retenu, en ce qui concerne les documents de portée générale, que ceux qui sont détenus par le C.D.D.P. de TARBES, donc en prêt gratuit pour les enseignants. Les documents traitant plus spécialement de la Résistance et de la Déportation en Midi-Pyrénées étant très peu nombreux, il nous a paru plus judicieux de recenser ceux détenus par l'ensemble des C.D.D.P. de l'académie de TOULOUSE dans la mesure de leur disponibilité ; ils peuvent être obtenus en prêt par correspondance dans les mêmes conditions qu'au C.D.D.P. des Hautes-Pyrénées.

Divers organismes sont susceptibles de permettre l'approfondissement de cette question par les documents qu'ils permettent de consulter (Archives Municipales, Bibliothèque Municipale).

On ne saurait oublier par dessus tout le Centre National Jean MOULIN, réalisation unique en France qui a, dans la ville de BORDEAUX, réuni une documentation historique sur tous les aspects de la guerre de 1939-1945 et son « Musée » de la Résistance, de la Déportation et des Forces Françaises Libres.

Adresse : Centre National Jean MOULIN
30, rue des Frères Bonie - BORDEAUX
Tél. : (56) 90 91 60 - poste 467.

PLAN DE CLASSEMENT des références bibliographiques.

O - Textes officiels.

1 - La deuxième guerre mondiale en France.

- 1-1 - Histoire générale ou événementielle
- 1-2 - La résistance
- 1-3 - La déportation
- 1-4 - La libération

2 - La deuxième guerre mondiale dans la région Toulousaine.

- 2-1 - Histoire générale
- 2-2 - La résistance
- 2-3 - Le Service du Travail Obligatoire
- 2-4 - La libération.

Tous les documents cités dans la 1^{ère} partie sont en prêt au C.D.D.P. Les ouvrages sont accompagnés de la cote de rangement qui doit être signalée lors de l'emprunt. Les références des ouvrages cités dans la 2^{ème} partie sont accompagnées du numéro minéralogique du département dont le C.D.D.P. est détenteur.

- ex. : 09 C.D.D.P. de l'Ariège
- 31 C.D.D.P. de la Haute-Garonne
- 65 C.D.D.P. des Hautes-Pyrénées
- etc...

LA RÉSISTANCE ET LA DÉPORTATION

0 - TEXTES OFFICIELS

- FRANCE. Education (Ministère) . - Circulaire n° 79.293 du 17 septembre 1979. In . Bulletin officiel de l'Education, 33, 20.9.1979, p. 2015 à 2016. -
En annexe : « L'Appel du 18 juin 1940 ».

1 LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE EN FRANCE

1-1 - Histoire générale ou événementielle.

Livres :

- CARELL (P) . - Ils arrivent = Sie Kommen ! . - Paris : Laffont, 1961. L 940.53 CAR.
- MUSARD (F) . Les Glières : 26 mars 1944. - Paris : Laffont, 1965. - (Ce jour-là). L 940.53 MUS.
- WALTER (G) . - La Vie à Paris sous l'occupation : 1940-1944. - Paris : Colin, 1960. - (Kiosque : les faits, la presse, l'opinion). L 940.53 WAL.

*Périodiques :

- Bertold Brecht contre l'hitlérisme. - In : BT 2, 32.
- Bilan de la grande guerre. In : BT 2, 53.
- La Guerre de 39-45. In : BT, 465.

*Ensembles multimédia :

- La Seconde guerre mondiale . - Paris : La Documentation française, 1978. 12dia. : coul., 1 disque et livret. - (La Documentation photographique ; 6038).
E 940.53 SEC.

*Disques :

- La Capitulation du Général Von Choltitz / Commandant Karcher // Commandant Karcher . - 1 disque 33 t/min, longue durée, 25 cm. - Paris : Pathé Marconi, sd . - (Témoignages) . - TLPS 2 standard. 3 H 31.

1-2 - La Résistance.

Livres :

- BELLANGER (C) . - La Presse clandestine : 1940-1944. - Paris : Colin, 1961 . - (Kiosque : les faits, la presse, l'opinion).
L 940.53 BEL.
- MICHEL (H) . - Bibliographie critique de la résistance . - Paris IPN, 1964. - (SEVPEN ; 6RB).
- MICHEL (H) . - Les Courants de pensée de la résistance . - Paris PUF, 1963. L 940.53 MIC.
- MICHEL (H) . Histoire de la résistance : 1940-1944. - Paris : PUF, 1965. - (Que sais je ; 429).
- MICHEL (H) . Les Mouvements clandestins en Europe : 1938-1945. - Paris : PUF, 1961 (Que sais je ; 946).
- NOGUERES (H) . Histoire de la résistance en France de 1940 à 1945 . - Paris : Laffont (L'Histoire que nous vivons). Vol. 1 La Première année : juin 1940 - juin 1941 . - 1967. L 940.53 NOG.

Périodiques :

- Le Maquis. In : BT, 584.
- La Résistance Française : 1940-1945. In : Textes et Documents pour la classe, 143, 20 fév. 1975.

Dossier :

- Jean Moulin dossier pédagogique . - Bordeaux : CRDP, 1977.

Diapositives :

- La Résistance et la libération : l'occupation en France 1940 à 1944. - Paris : Diapo film, 1975 18 dia. : coul. et livret . - (Histoire du XX ème siècle).
V 940.53 RES.
- La Résistance des humbles . - Paris IPN, sd . - 15 dia. : coul. et notice . - (Radio vision ; 71). V 940.53 RES.

Ensembles multimédia :

- La Lutte clandestine en France 1940-1944 occupation allemande . - Cannes : CEL . - (BT sonore).
- I. l'occupation, la résistance, radio -Londres, parachutages ; la lutte, les dangers, la libération 1962. - 12 dia., 1 disque et livret . - (BTS ; 812).
- II. Témoignages de résistants et de déportés ; Hitler, Mussolini, Pétain, De Gaulle . - 1963 - (BTS ; 813).
E 940.53 LUT I E 940.53 LUT II

Enregistrement sonore :

- La Résistance . - 1 bobine, 19 cm/s, 2 pistes ; bobine 10 cm.

1-3 - La Déportation.

Livres :

- La Déportation . - Paris : Ed. le patriote résistant, 1967. L 940.53 DEP.
- POLIAKOV (L) . Auschwitz . - Paris : Julliard, 1964 . - (Archives). L 940.53 POL.

Périodiques :

- La Déportation. In : BT, 603.

Expositions :

- Exposition itinérante : la déportation . - Tarbes CDDP, sd . - 20 panneaux avec photographies noir et blanc

1-4 - La Libération.

Livres :

- MICHEL (H) . - Histoire de la France libre . - Paris : PUF, 1963 . - (Que sais je ; 1078).

Films :

La Libération . - Film 16 mm . - Pathé.

Enregistrement sonore :

La Libération de Paris / Jean Nohain ; Claude Dauphin 1/ Jean Nohain ; Claude Dauphin . - Paris : Pathé Marconi, sd . - (Témoignages) . - TLP 14. 3 H 23.

2 LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE DANS LA RÉGION TOULOUSAINNE

2-1 - Histoire générale.

Livres ou publications séparées :

CHAYNES (J) ; SAULIÈRE (E) . - Le Tarn et les Tarnais dans la deuxième guerre mondiale . - Albi : Editions de la revue du Tarn, 1968. (81)

LASPALLES (Louis) . - La Deuxième guerre mondiale : chapitre 15. Extrait de « Histoire de Tarbes » / Louis Laspalles . - Pau Marrimpouey, 1974. (65)

2-2 - La Résistance.

Livres ou publications séparées :

ARAGON (C. d') . - La Résistance sans héroïsme . - Paris : Seuil, 1977. - (Esprit). (81)

FÉRAL (F) . - L'Attaque d'un maquis de l'armée secrète du Tarn et Garonne au cours de son séjour dans le Tarn (21 mars 1944).

Extrait de : Castres et Pays Tarnais : Actes du XXV ème congrès d'études régionales juin 1970. - Albi : Revue du Tarn, 1972. - p. 443 à 464. (81)

MENDÈS (R) . - La Résistance en Quercy . - Malemort : Ed. Morel, 1978. (46)

RÉMY (Colonel) . - La Résistance en Languedoc et Roussillon . - Neuilly-sur-Seine : Saint Clair, 1975 2 volumes. (09)

FABRE (R) . - Résistance sans hérorsme . - Albi Edts de la revue du Tam, 1977. (81)

Périodiques

ARAGON (C. d') Un Maquis œcuménique. In : Esprit : juillet-août, 1976, Fasc. 7.8. p. (31)

2-3 - Le Service du Travail Obligatoire.

Livres :

LAURENS (A) . - Le Service du travail obligatoire dans le département de l'Ariège . - Toulouse : Université de Toulouse , sd. (31)

MAUMUS ; REY . - Prélèvements de main d'œuvre au service de l'Allemagne dans les Hautes-Pyrénées In : Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale, 228 nov. déc. 1977 . - p. 31 à 33.

2-4 - La Libération.

Livres :

BERTAUX (P) . - Libération de Toulouse et de sa région . - Paris : Hachette, 1973 . - (La libération de la France).

Périodiques :

LABEDAN (M) . - La Répression à la libération dans le Gers. In : Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale, 228, nov. déc. 1977. - p. 12 à 20.

